



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION JANVIER 2017

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,5 % de la population active au T3 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,2 point. Fin décembre 2016, le département compte 70 500 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 1,8 % par rapport à fin septembre 2016 (+1 253 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 101 200, en hausse de 1,1 % par rapport à fin septembre 2016 (+1 109 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 830 (+0,9 % par rapport à fin septembre 2016, soit + 453 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 50 370 (+1,3 % par rapport à fin septembre 2016, soit + 656 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 820 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-2,6 % par rapport à fin septembre 2016, soit - 286 demandeurs d'emploi) et 28 220 séniors de 50 ans et plus (+3,0 % par rapport à fin septembre 2016, soit + 821 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 40 520, en hausse de 2,2 % par rapport à fin septembre 2016 (+ 872 demandeurs d'emploi).

A la fin du T3 2016, les Alpes-Maritimes comptent 264 009 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 253 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 014 (+0,2 %, soit + 431 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 5 995 (-2,9 %, soit - 178 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 177 emplois salariés marchands y compris intérim, en baisse de 158 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,5 %) : -99 emplois hors intérim et -59 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 22 973, en baisse de 164 (-0,7 %) : -220 emplois hors intérim et +56 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 209 580, en hausse de 619 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) : + 750 emplois hors intérim et -131 emplois intérimaires.

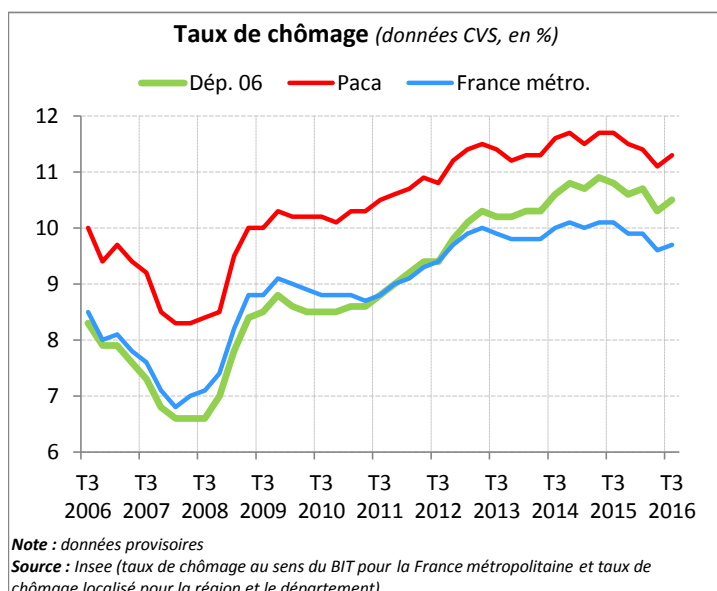
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 248 CUI et 235 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2016 (soit respectivement - 83 et - 23 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T3 2016, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 356 bénéficiaires de CUI et 1 217 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement - 163 et - 117 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, durant la campagne de juin 2016 à novembre 2016, le département enregistre 3 116 contrats d'apprentissage, soit 239 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage et demande d'emploi (données CVS)					
Taux de chômage	10,5 %	T3 2016	+0,2 pt	T2 2016	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	70 500	Fin décembre 2016	+1 253	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 780	Fin décembre 2016	+ 560	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	33 730	Fin décembre 2016	+ 693	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	7 850	Fin décembre 2016	- 83	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	20 310	Fin décembre 2016	+ 552	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	101 200	Fin décembre 2016	+1 109	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 830	Fin décembre 2016	+ 453	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	50 370	Fin décembre 2016	+ 656	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	10 820	Fin décembre 2016	- 286	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	28 220	Fin décembre 2016	+ 821	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	40 520	Fin décembre 2016	+ 872	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	21 130	Fin décembre 2016	+ 686	Fin septembre 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	33 240	T4 2016	+1,6 %	T3 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	31 010	T4 2016	-2,6 %	T3 2016	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	264 009	Fin T3 2016	+ 253	Fin T2 2016	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 177	Fin T3 2016	- 158	Fin T2 2016	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	22 973	Fin T3 2016	- 164	Fin T2 2016	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	209 580	Fin T3 2016	+ 619	Fin T2 2016	Insee, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 248	T3 2016	- 83	T3 2015	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 356	Fin T3 2016	- 163	Fin T3 2015	ASP
Embauches en emploi d'avenir	235	T3 2016	- 23	T3 2015	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 217	Fin T3 2016	- 117	Fin T3 2015	ASP
Contrats d'apprentissage	3 116	Campagne juin 2016 - novembre 2016	+ 239	Campagne juin 2015 - novembre 2015	Dares, Direccte Paca

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

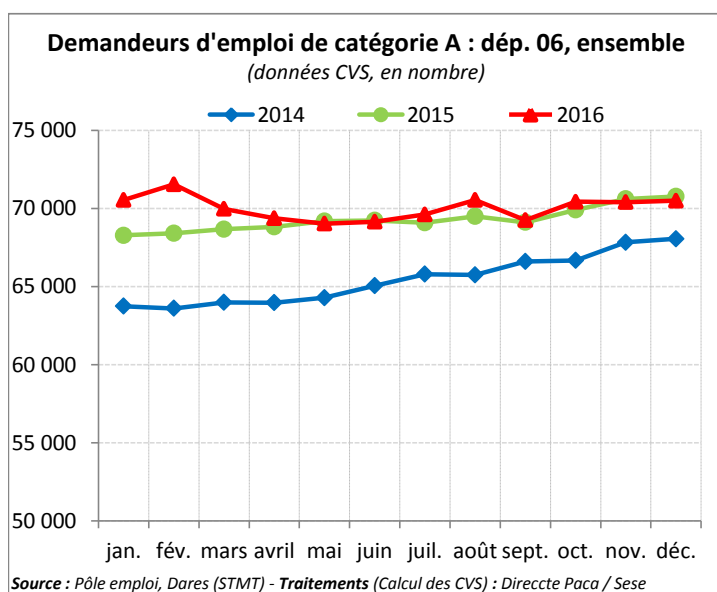


- Au T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,5 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,3 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,3 % de la population active au T3 2016. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,7 % de la population active au T3 2016. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



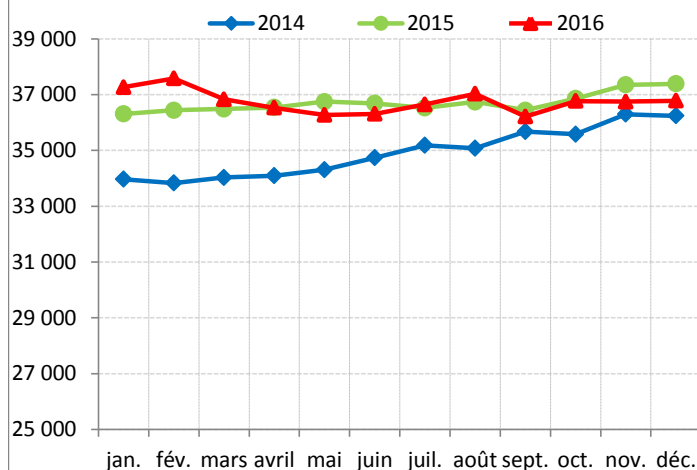
- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 70 500. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 1,8 % (+1 253 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,4 % (-261 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 326 280 fin décembre 2016, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin septembre 2016 (+4 611 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,6 % sur un an (-1 839 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 473 100 fin décembre 2016, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin septembre 2016 (-17 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,0 % sur un an (-107 400 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes
(données CVS, en nombre)



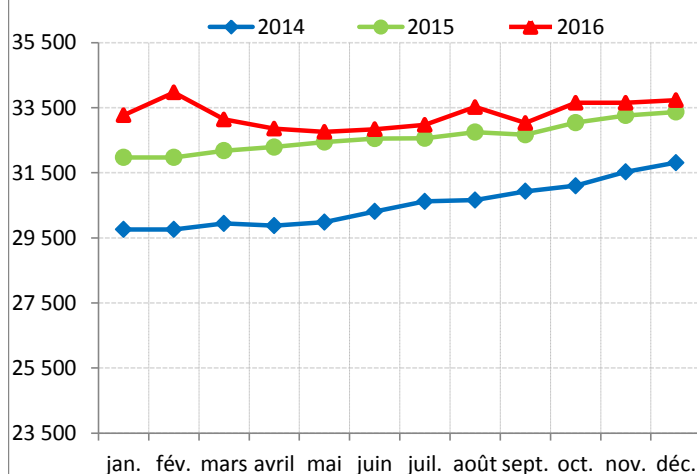
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 780. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 1,5 % (+ 560 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,6 % (- 614 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 170 620 fin décembre 2016, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin septembre 2016 (+1 925 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-2 297 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 810 300 fin décembre 2016, soit une baisse de 1,2 % par rapport à fin septembre 2016 (-21 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,7 % sur un an (-70 200 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes
(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

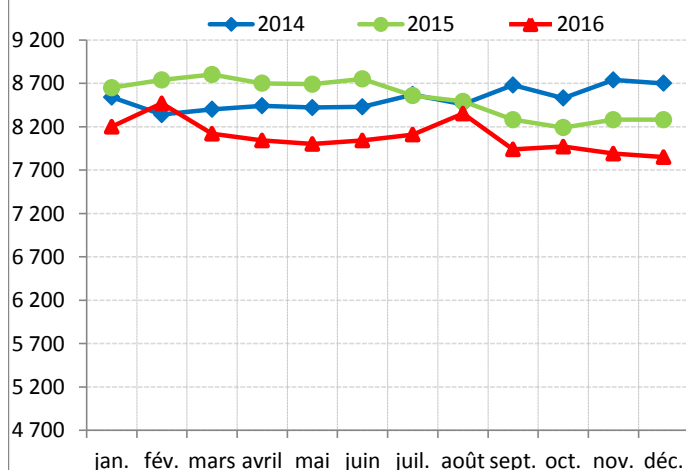
- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 33 730. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 2,1 % (+ 693 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+ 353 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 155 660 fin décembre 2016, soit une hausse de 1,8 % par rapport à fin septembre 2016 (+2 686 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,3 % sur un an (+ 458 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 662 800 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2016 (+3 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-37 200 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans
(données CVS, en nombre)

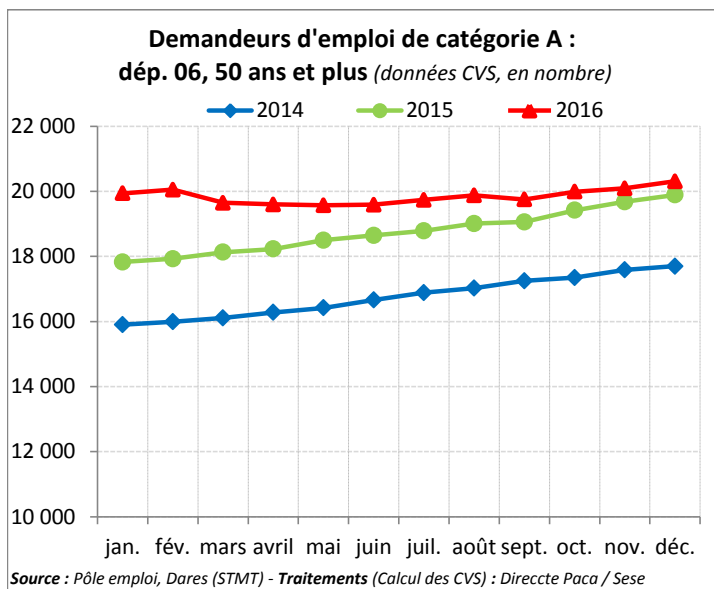


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 850. Par rapport à fin septembre 2016, il est en baisse de 1,0 % (- 83 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,2 % (- 428 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 41 250 fin décembre 2016, soit une stabilité par rapport à fin septembre 2016 (- 10 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,5 % sur un an (-1 941 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 476 100 fin décembre 2016, soit une baisse de 3,0 % par rapport à fin septembre 2016 (-14 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 8,8 % sur un an (-46 100 demandeurs d'emploi).

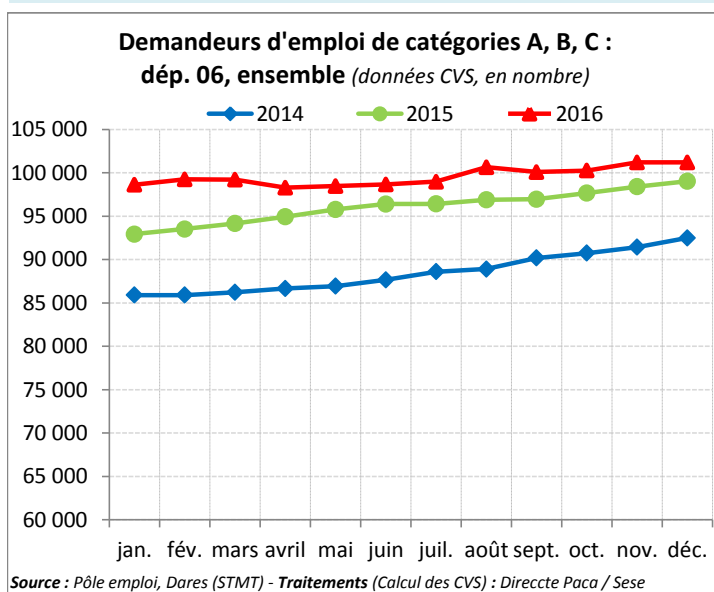


- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 310. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 2,8 % (+ 552 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,1 % (+ 412 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 87 630 fin décembre 2016, soit une hausse de 2,8 % par rapport à fin septembre 2016 (+2 357 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,3 % sur un an (+2 766 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 909 000 fin décembre 2016, soit une hausse de 1,8 % par rapport à fin septembre 2016 (+16 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+20 000 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

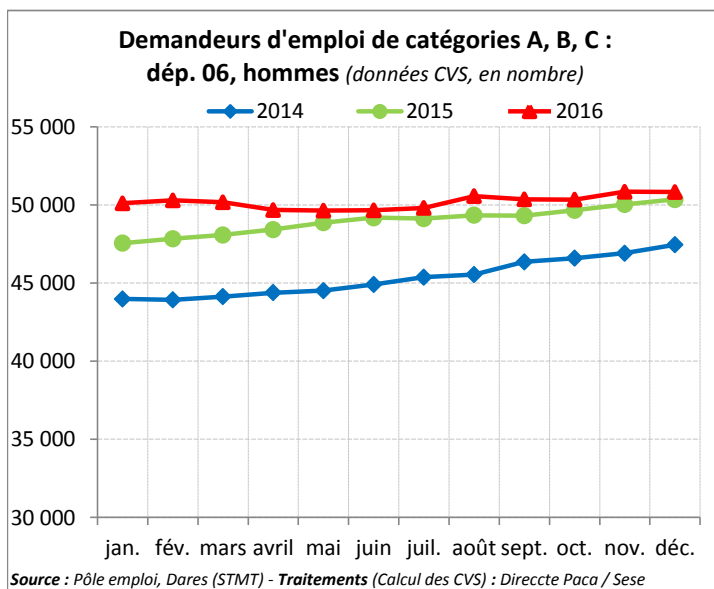


- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 101 200. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 1,1 % (+1 109 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,2 % (+2 194 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 481 420 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin septembre 2016 (+3 678 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8 % sur un an (+8 591 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 475 700 fin décembre 2016, soit une baisse de 0,1 % par rapport à fin septembre 2016 (-4 500 demandeurs d'emploi) et une stabilité sur un an (-2 300 demandeurs d'emploi).

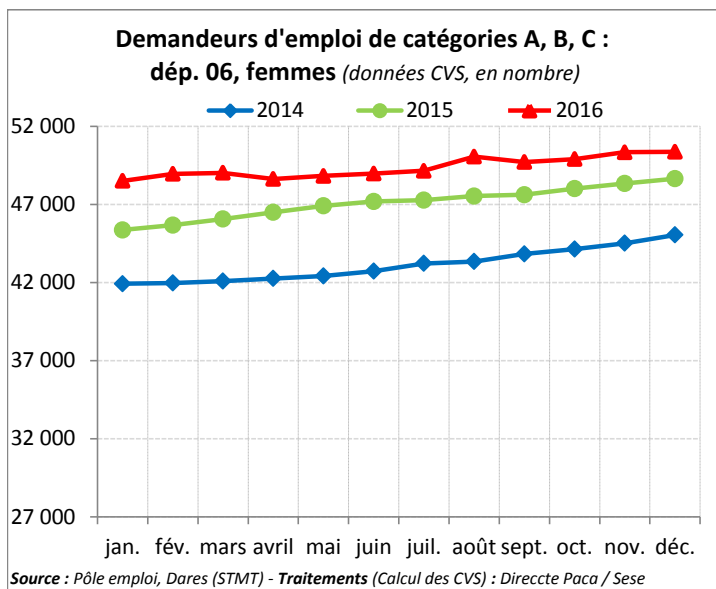
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 830. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 0,9 % (+ 453 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,9 % (+ 465 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 241 730 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin septembre 2016 (+1 648 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+2 613 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 705 900 fin décembre 2016, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin septembre 2016 (-10 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,9 % sur un an (-23 600 demandeurs d'emploi).

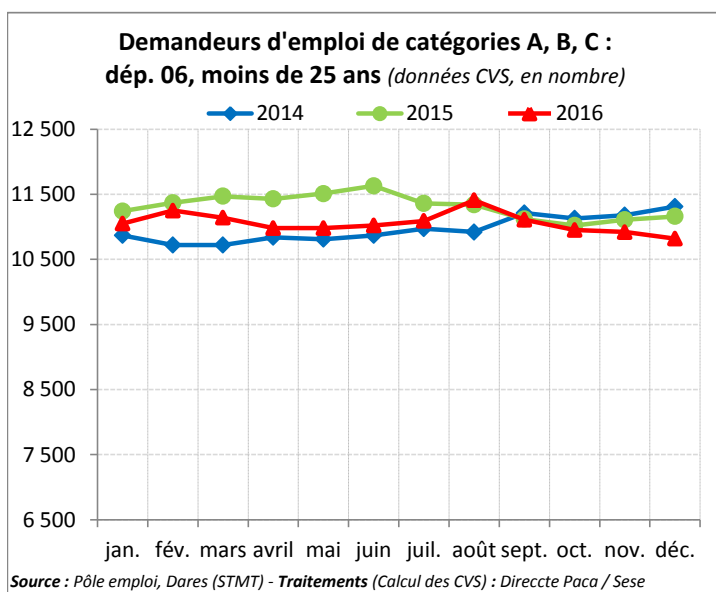


- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 370. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 1,3 % (+ 656 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+1 729 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 239 690 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,9 % par rapport à fin septembre 2016 (+2 030 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,6 % sur un an (+5 978 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 769 800 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2016 (+6 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,8 % sur un an (+21 300 demandeurs d'emploi).

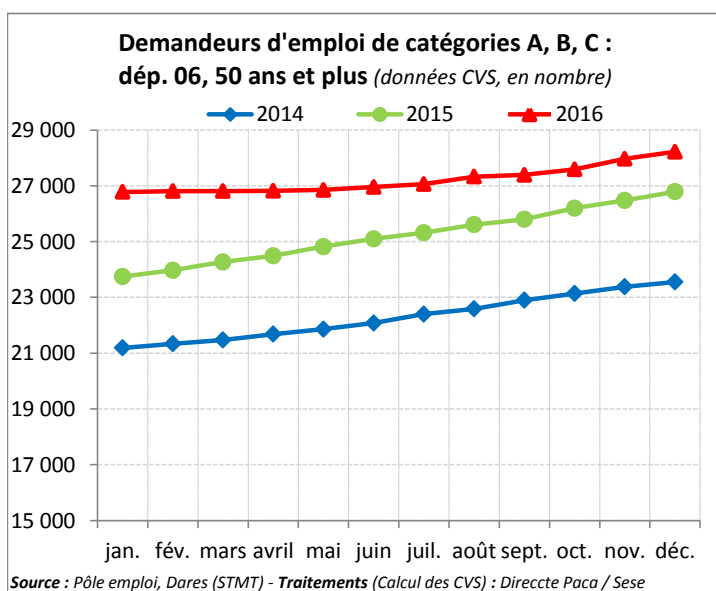
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 10 820. Par rapport à fin septembre 2016, il est en baisse de 2,6 % (-286 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,0 % (-340 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 59 370 fin décembre 2016, soit une baisse de 1,5 % par rapport à fin septembre 2016 (-878 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-1 360 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 739 700 fin décembre 2016, soit une baisse de 3,2 % par rapport à fin septembre 2016 (-24 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 6,2 % sur un an (-48 700 demandeurs d'emploi).

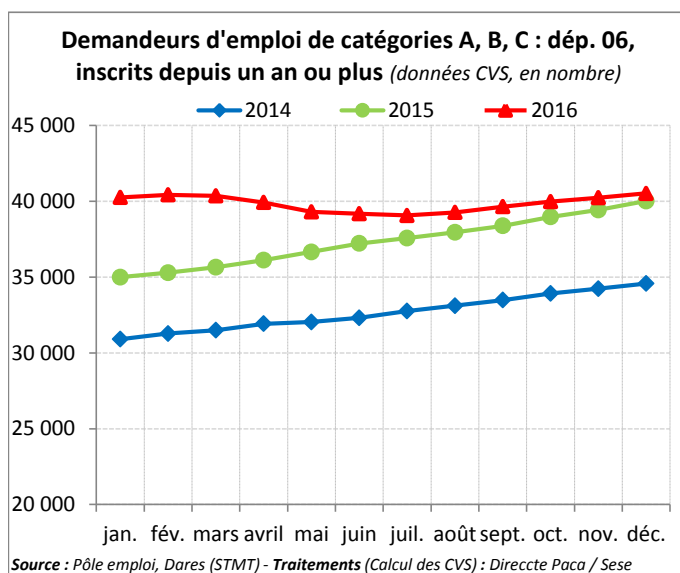


- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 28 220. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 3,0 % (+ 821 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,3 % (+1 425 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 123 680 fin décembre 2016, soit une hausse de 2,6 % par rapport à fin septembre 2016 (+3 142 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,0 % sur un an (+7 054 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 339 300 fin décembre 2016, soit une hausse de 2,2 % par rapport à fin septembre 2016 (+28 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,9 % sur un an (+62 300 demandeurs d'emploi).

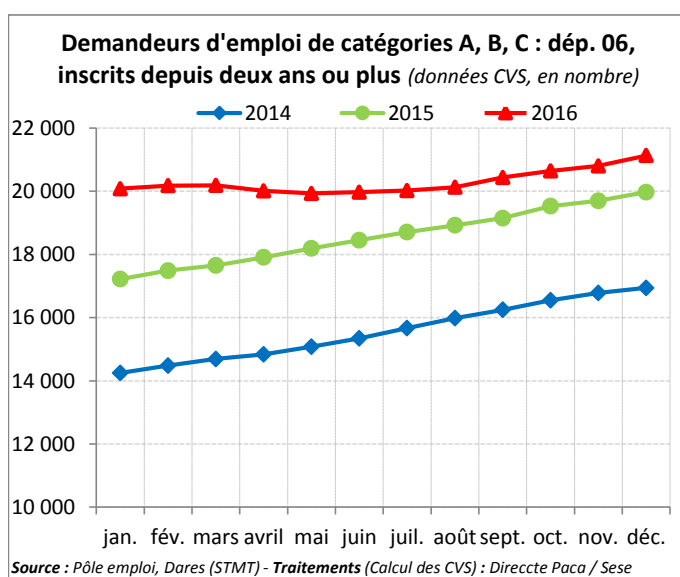
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 40 520. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 2,2 % (+ 872 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,3 % (+ 501 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 200 770 fin décembre 2016, soit une hausse de 1,1 % par rapport à fin septembre 2016 (+2 247 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,2 % sur un an (-2 349 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 411 400 fin décembre 2016, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2016 (-4 100 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,4 % sur un an (-58 300 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 21 130. Par rapport à fin septembre 2016, il est en hausse de 3,4 % (+ 686 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,8 % (+1 165 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 108 870 fin décembre 2016, soit une hausse de 2,3 % par rapport à fin septembre 2016 (+2 411 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,7 % sur un an (+2 872 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 361 800 fin décembre 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin septembre 2016 (+8 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,0 % sur un an (+13 200 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T4 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	33 240	1,6	6,9
Paca	149 570	-0,8	8,0
France métro.	1 641 500	-2,5	8,0

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,6 % par rapport au T3 2016. Sur un an, elles progressent de 6,9 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 0,8 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 2,5 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T4 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 010	-2,6	8,2
Paca	141 060	-4,1	9,1
France métro.	1 642 000	0,7	12,1

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2016, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 2,6 % par rapport au T3 2016. Sur un an, elles progressent de 8,2 %.

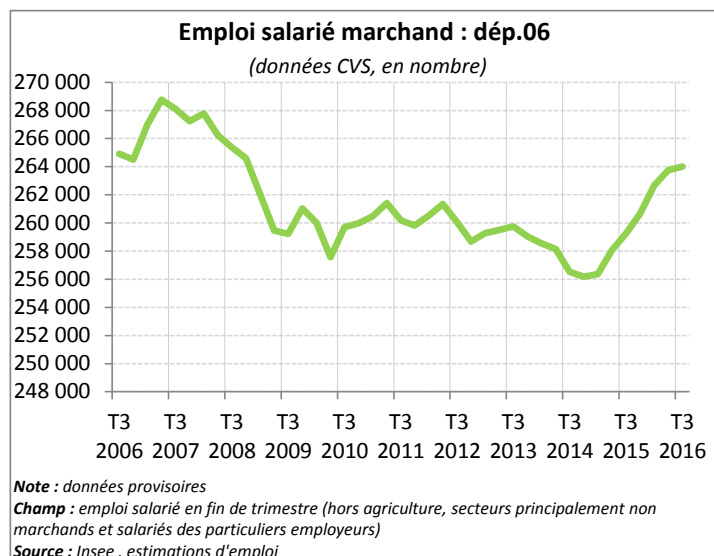
- En Paca, les sorties sont en baisse de 4,1 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 0,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

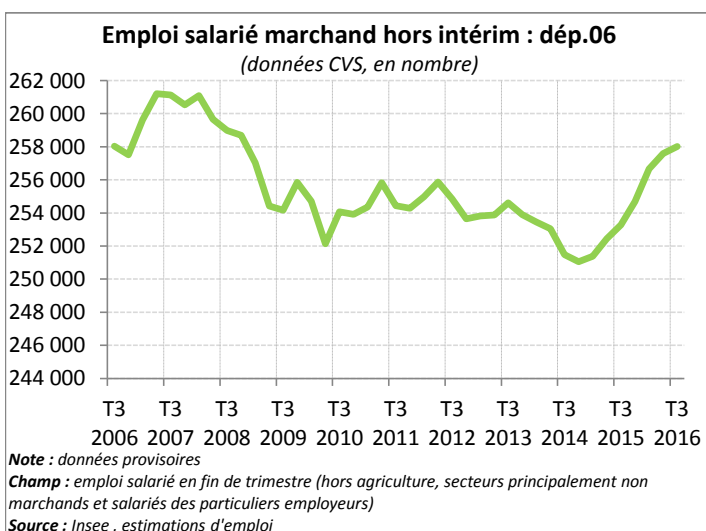
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T3 2016, les Alpes-Maritimes comptent 264 009 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 253 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 4 747 de plus qu'un an auparavant (+1,8 %).

- A la fin du T3 2016, Paca compte 1 127 401 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 140 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 19 419 de plus qu'un an auparavant (+1,8 %).

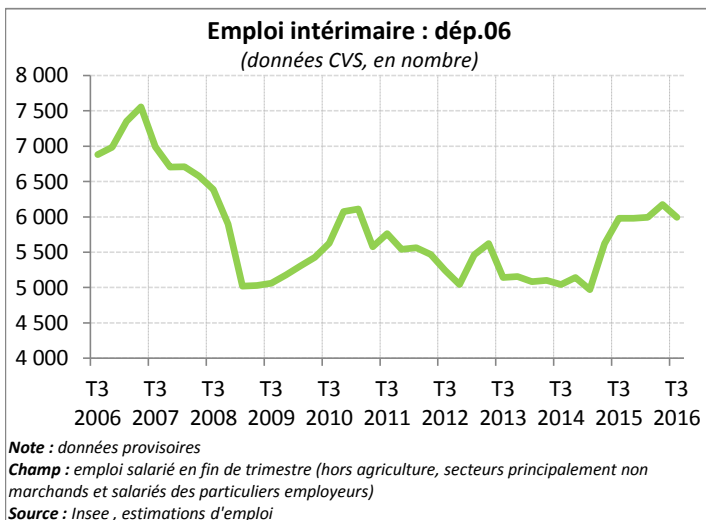
- A la fin du T3 2016, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 653 300. C'est 51 200 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 179 800 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 258 014 à la fin du T3 2016 dans les Alpes-Maritimes. C'est 431 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 4 731 de plus qu'un an auparavant (+1,9 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 089 052 à la fin du T3 2016. C'est 687 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 15 983 de plus qu'un an plus tôt (+1,5 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 15 037 694 à la fin du T3 2016. C'est 21 683 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 130 213 de plus qu'un an auparavant (+0,9 %).



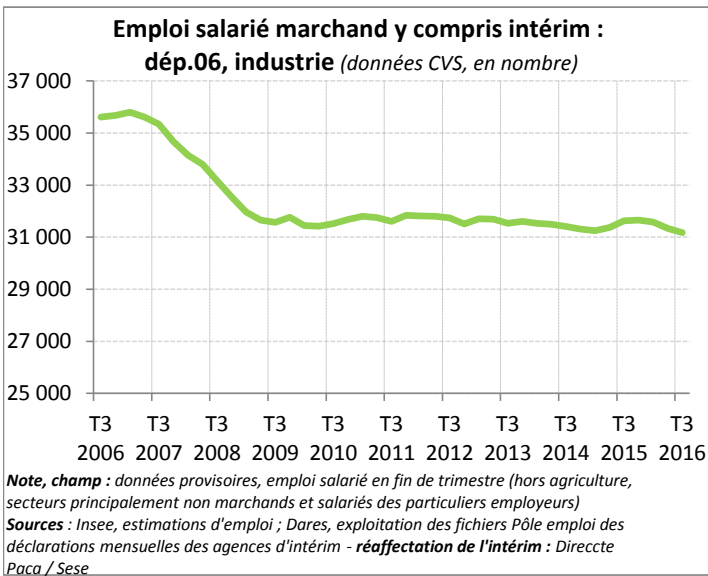
- A la fin du T3 2016, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 5 995 dans les Alpes-Maritimes. C'est 178 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-2,9 %) et 16 de plus qu'un an auparavant (+0,3 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 38 349 à la fin du T3 2016. C'est 453 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,2 %) et 3 436 de plus qu'un an auparavant (+9,8 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 615 606 à la fin du T3 2016. C'est 29 517 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+5,0 %) et 49 587 de plus qu'un an auparavant (+8,8 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

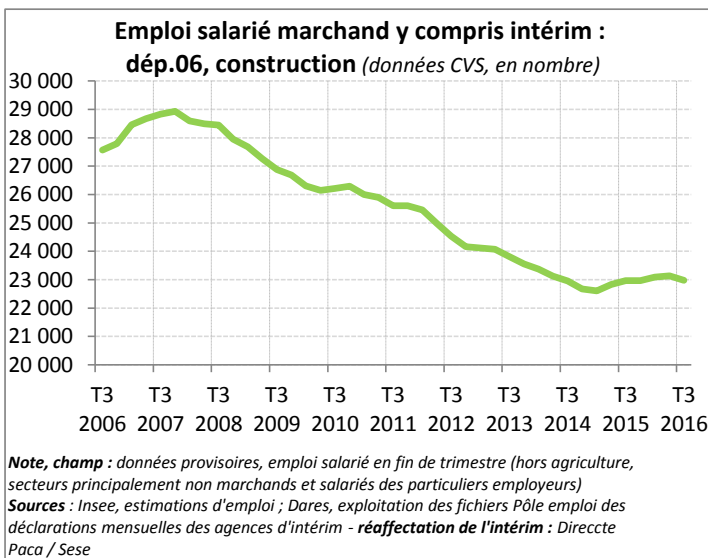
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 177. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 158 (-0,5 %) : -99 emplois hors intérim et -59 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 452 (-1,4 %).

- A la fin du T3 2016, Paca compte 164 501 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre baisse de 280 (-0,2 %) : -323 emplois hors intérim et +43 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 164 (+0,1 %).

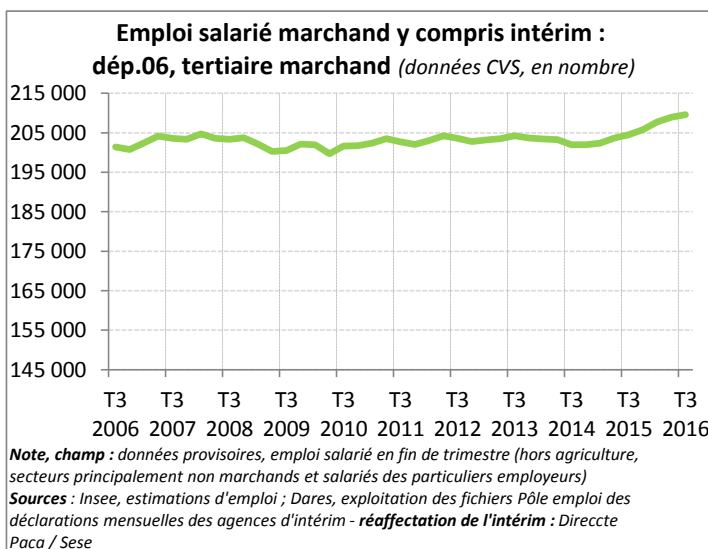
- A la fin du T3 2016, la France métropolitaine compte 3 369 000 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre augmente de 6 800 (+0,2 %) : -4 700 emplois hors intérim et +11 433 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 11 100 (-0,3 %).



- A la fin du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 22 973. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 164 (-0,7 %) : -220 emplois hors intérim et +56 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 12 (+0,1 %).

- A la fin du T3 2016, Paca compte 108 692 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre augmente de 355 (+0,3 %) : -407 emplois hors intérim et +762 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 533 (+1,4 %).

- A la fin du T3 2016, la France métropolitaine compte 1 426 000 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre augmente de 7 600 (+0,5 %) : -300 emplois hors intérim et +7 919 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 5 000 (+0,4 %).



- A la fin du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 209 580. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 619 (+0,3 %) : +750 emplois hors intérim et -131 intérimaires. Sur un an, il progresse de 5 099 (+2,5 %).

- A la fin du T3 2016, Paca compte 852 858 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre augmente de 1 234 (+0,1 %) : +1 417 emplois hors intérim et -183 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 17 505 (+2,1 %).

- A la fin du T3 2016, la France métropolitaine compte 10 843 700 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2016, ce nombre augmente de 36 700 (+0,3 %) : +26 700 emplois hors intérim et +9 988 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 184 800 (+1,7 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T3 2016	T3 2015
Dép. 06	CUI	1 248	1 331
	CUI-CAE (non marchands)	1 200	1 061
	CUI-CIE (marchands)	48	270
Paca	CUI	8 113	7 278
	CUI-CAE (non marchands)	7 512	5 630
	CUI-CIE (marchands)	601	1 648
France métro.	CUI	93 475	101 997
	CUI-CAE (non marchands)	83 625	78 883
	CUI-CIE (marchands)	9 850	23 114

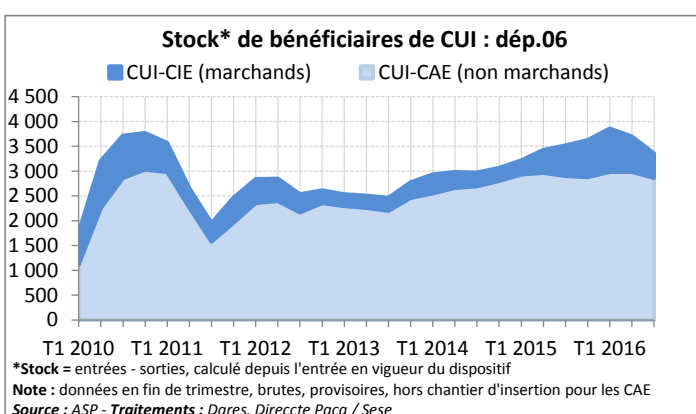
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, 1 248 CUI sont signés ou reconduits, soit 83 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 8 113 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2016, soit 835 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 93 475 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2016, soit 8 522 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2016, les Alpes-Maritimes comptent 3 356 bénéficiaires de CUI (dont 85 % dans le secteur non marchand), soit 163 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 24 681 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2016, soit 1 425 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 273 821 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2016, soit 18 753 de plus qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T3 2016	T3 2015
Dép. 06	EAV	235	258
	EAV non marchands	208	198
	EAV marchands	27	60
Paca	EAV	1 600	1 749
	EAV non marchands	1 353	1 425
	EAV marchands	247	324
France métro.	EAV	19 718	20 726
	EAV non marchands	15 994	16 211
	EAV marchands	3 724	4 515

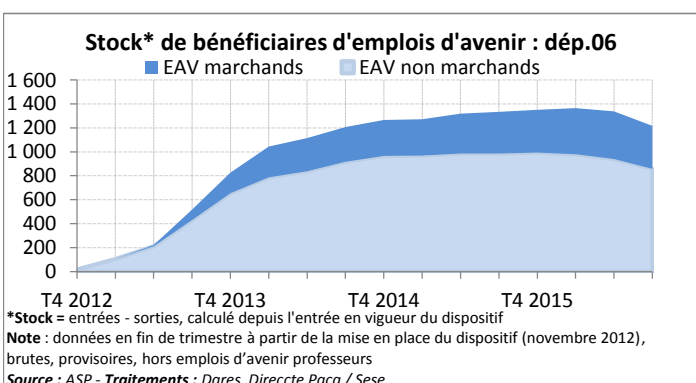
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, 235 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 23 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 600 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2016, soit 149 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 19 718 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2016, soit 1 008 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2016, les Alpes-Maritimes comptent 1 217 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 71 % dans le secteur non marchand), soit 117 de moins que l'année précédente.

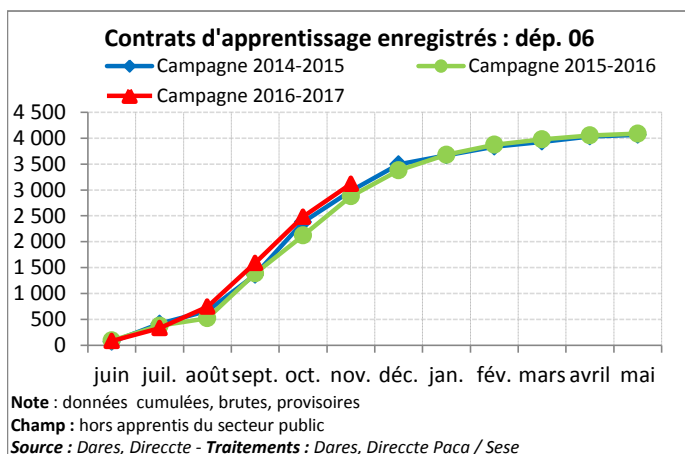
- En Paca, 9 005 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2016, soit 822 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 105 124 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2016, soit 9 644 de moins qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de génération sont indisponibles. Les données seront à nouveau disponibles dans la prochaine publication.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2016 à novembre 2016, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 116 contrats d'apprentissage, soit 239 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 15 013 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à novembre 2016, soit 538 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 216 986 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à novembre 2016, soit 3 699 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr